



## Info-Parents du 4 novembre 2013

### PINOCCHIO À LA TÊTE DU MINISTÈRE DE LA FAMILLE



Nos 620 garderies privées subventionnées du Québec, nos 10 000 travailleurs, nos 50 000 enfants et vous, les 100 000 parents-électeurs étions loin de penser que nous assisterions, à nos frais, dans chacun de nos établissements au vrai conte de Pinocchio, version Nicole Léger. Le malheur dans tout cela, c'est que nos garderies n'ont pas la latitude de demander des frais additionnels pour l'offre d'activités spéciales tel le mauvais spectacle donné par madame Léger. Si ses compétences étaient proportionnelles à ses faux engagements et ses déclarations contradictoires depuis son arrivée au ministère de la Famille, nous aurions un ministère extrêmement bien géré. Malheureusement, chers parents la réalité est toute autre! La ministre Léger n'a absolument rien à envier à Pinocchio, puisque depuis les derniers mois, son nez allonge à vue d'œil. Comme ministre péquiste, elle remporte la palme d'or dans l'art de maquiller la vérité et véhiculer des faussetés. La ministre Léger est passée de « Cancre de la passerelle », à Pinocchio. Dans un article publié par le journal Le Devoir le 6 juin 2013, un journaliste rapportait les propos tenus par la ministre lors d'une conférence de presse, sur les coupes budgétaires de 14.9 millions de dollars dans les garderies privées subventionnées. Nicole Léger tentait, avec la maladresse qu'on lui connaît, de clarifier sa pensée en déclarant ceci :

« **C'est un aménagement qui va tenir compte d'une modulation (en se référant ici aux compressions budgétaires de 14.9 millions) et qui touche évidemment l'esprit de la qualité des services de garde du Québec.** » **Fausseté absolue!** En quoi une réduction de budget aussi importante peut-elle se faire dans l'esprit de la qualité? Bien au contraire, cette contraction de nos ressources financières entraîne, depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2013, une réduction importante de notre offre de services aux familles et touche incommensurablement notre qualité.

Ces mesures unilatérales et cavalières imposées sans respect aux enfants et travailleurs de notre beau réseau, en plein milieu de notre année financière, sont des manœuvres gouvernementales pour affaiblir nos garderies. D'ailleurs, plusieurs établissements ont réduit leurs heures d'ouverture de 30 minutes par jour, puisqu'ils offraient des services sur une plage horaire journalière de 6 h 30 à 18 h. D'autres ont décidé de diminuer la gamme d'activités qui **bonifiait le programme éducatif de base édicté par le ministère de la Famille**. Enfin, plusieurs garderies n'ont que pour option finale de gérer de façon très restrictive leurs ressources humaines.

Or, pour joindre l'insulte à l'injure et porter un coup plus dur aux enfants, éducatrices et familles de notre réseau malaimé, la ministre de l'Exclusion familiale, Nicole Léger, vient de nous duper de manière déloyale. En effet, il était convenu avec la ministre que la réduction de subvention de 28 600 \$ par garderie de 80 places se fasse graduellement et soit répartie sur une période de 5 mois. La rationalisation infligée à votre garderie par madame Léger devait donc se faire du 1<sup>er</sup> novembre 2013 au 1<sup>er</sup> mars 2014, et représenter une diminution de subvention de l'ordre de 5720 \$ par mois. Mensonge éhonté! Sans avis initial, la ministre a fait volte-face et a récupéré, d'un seul coup, plus de la moitié du 28 600 \$ à même le versement de la subvention du 1<sup>er</sup> novembre 2013. Des récupérations supérieures à 14 000 \$ en un seul mois pour la majorité des garderies. C'est inacceptable!

La ministre met en péril 620 entreprises privées et leurs 10 000 travailleurs. Les garderies devront, contre leur gré, couper dans leur qualité en diminuant des services spécialisés tels que des emplois d'aide-éducatrice, pour améliorer les ratios personnel-éducateur/enfants; d'éducatrices spécialisées, pour améliorer l'intervention précoce et le dépistage; et enfin des préposés qui vaquent à des tâches multiples, dans un objectif commun de qualité. Est-ce bien là l'engagement du gouvernement Marois de stimuler l'économie et développer l'emploi? Pures balivernes! Les garderies devront sans contredit réduire les heures de travail de leurs 10 000 employés, ce qui aura un impact négatif sur la qualité et la diversité de leurs services, ainsi que sur l'économie québécoise. Quel choix judicieux de perdre d'un côté, ce que le gouvernement voulait récupérer de l'autre. Dire que la ministre tente de nous faire croire qu'il ne s'agit pas là d'acharnement idéologique gouvernemental envers le privé! Dans la conjoncture provoquée volontairement par la ministre avant les fêtes de Noël et en période d'impôts, beaucoup de services de garde se retrouvent en difficultés financières. Ceux-ci doivent donc faire appel en urgence à leurs institutions financières. Merci madame Léger! Merci, car l'héritage que vous laisserez à notre réseau aura fait reculer notre lutte pour l'égalité et l'équité envers nos enfants et nos éducatrices.

Pour le Conseil d'administration de L'AGPQ